

Avenant au contrat de gestion conclu le 26 juillet 2016 entre l'Etat belge et la Loterie Nationale, société anonyme de droit public, approuvé par l'arrêté royal du 30 août 2016

Vu le contrat de gestion conclu le 26 juillet 2016 entre l'Etat belge et la Loterie Nationale, société anonyme de droit public, approuvé par l'arrêté royal du 30 août 2016 ;

Vu la délibération du Comité de direction de la Loterie Nationale, du 24 mars 2021 ;

Vu l'approbation du Conseil d'administration de la Loterie Nationale, donnée le 29 mars 2021 ;

Il est convenu ce qui suit :

Entre :

l'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'État à l'Asile et à la Migration, chargé de la Loterie Nationale, conformément à l'article 15, § 1^{er}, de la loi du 19 avril 2002 relative à la rationalisation du fonctionnement et de la gestion de la Loterie Nationale,

ci-après dénommé « l'Etat » ;

et

la Loterie Nationale, société anonyme de droit public, représentée par son Comité de direction conformément aux dispositions de l'article 15, § 2, de la même loi et conformément à la signature de Monsieur le Président du Conseil d'administration et de Monsieur l'Administrateur délégué,

ci-après dénommée « la Loterie Nationale » :

Article unique. Dans le contrat de gestion conclu le 26 juillet 2016 entre l'Etat belge et la Loterie Nationale, société anonyme de droit public, l'article 44 est remplacé comme suit :

« Le montant annuel des subsides de la Loterie Nationale s'élève à 190,3 millions d'euros. Ce montant n'est pas indexé.

Par dérogation à l'alinéa 1, pour l'année 2020, le montant des subsides de la Loterie Nationale est fixé à 200 millions d'euros pour autant que l'arrêté royal déterminant le plan de répartition définitif des subsides de la Loterie Nationale pour l'exercice 2020 ait été publié au *Moniteur belge* au plus tard le 31 mars 2021. »

Fait à Bruxelles, le 29 mars 2021.

Au nom de l'État belge :

Le Secrétaire d'État à l'Asile et à la Migration,
chargé de la Loterie Nationale,
S. MAHDI,

Au nom de la Loterie Nationale,
société anonyme de droit public:

Le Président du Conseil d'administration,
Fr. VAN DER SCHUEREN
L'Administrateur délégué,
J. HAEC

Wijziging van het beheerscontract dat op 26 juli 2016 werd gesloten tussen de Belgische Staat en de Nationale Loterij, naamloze vennootschap van publiek recht, en dat werd goedgekeurd bij het koninklijk besluit van 30 augustus 2016

Gelet op het beheerscontract dat op 26 juli 2016 werd gesloten tussen de Belgische Staat en de Nationale Loterij, naamloze vennootschap van publiek recht, en dat werd goedgekeurd bij het koninklijk besluit van 30 augustus 2016;

Gelet op de beraadslaging van het Directiecomité van de Nationale Loterij op 24 maart 2021;

Gelet op de goedkeuring door de Raad van Bestuur van de Nationale Loterij, gegeven op 29 maart 2021;

Werd het volgende overeengekomen:

Tussen :

de Belgische Staat, hier vertegenwoordigd door de Staatssecretaris van Asiel en Migratie, belast met de Nationale Loterij, in overeenstemming met artikel 15, § 1, van de wet van 19 april 2002 tot rationalisering van de werking en het beheer van de Nationale Loterij,

hierna « de Staat » genoemd,

en

de Nationale Loterij, naamloze vennootschap van publiek recht, hier vertegenwoordigd door haar Directiecomité, in overeenstemming met de bepalingen van artikel 15, § 2, van dezelfde wet, en in overeenstemming met de handtekening van de Voorzitter van de Raad van Bestuur en van de Gedelegeerd Bestuurder,

hierna « de Nationale Loterij » genoemd:

Enig artikel. In het beheerscontract dat op 26 juli 2016 werd gesloten tussen de Belgische Staat en de Nationale Loterij, naamloze vennootschap van publiek recht, wordt artikel 44 vervangen als volgt:

“Het jaarlijks bedrag van de subsidies van de Nationale Loterij bedraagt 190,3 miljoen euro. Het bedrag wordt niet geïndexeerd.

In afwijking van het eerste lid, wordt voor het jaar 2020 het bedrag van de subsidies van de Nationale Loterij vastgesteld op 200 miljoen euro op voorwaarde dat het koninklijk besluit tot bepaling van het definitief verdelingsplan van de subsidies van de Nationale Loterij voor het dienstjaar 2020, in het *Belgisch Staatsblad* wordt gepubliceerd uiterlijk op 31 maart 2021.”

Opgemaakt te Brussel op 29 maart 2021.

In naam van de Belgische Staat:

De Staatssecretaris van Asiel en Migratie,
belast met de Nationale Loterij,
S. MAHDI

In naam van de Nationale Loterij,
naamloze vennootschap van publiek recht:

De Voorzitter van de Raad van Bestuur,
Fr. VAN DER SCHUEREN
De Gedelegeerd Bestuurder,
J. HAEC

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C – 2021/20715]

29 MARS 2021. — Arrêté royal modifiant les arrêtés royaux n^{os} 1, 4, 24 et 41 relatifs à la taxe sur la valeur ajoutée et portant des mesures de soutien en raison de la pandémie du COVID-19

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté royal que j'ai l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté s'inscrit dans le cadre des mesures destinées à venir en aide aux assujettis T.V.A. au regard de la pandémie du COVID-19.

CHAPITRE 1^{er} - Suppression de versement d'acomptes

Dans l'article 53octies, § 1^{er}, du Code de la taxe sur la valeur ajoutée, l'alinéa 4 délègue au Roi la compétence de disposer que la taxe due pour les opérations effectuées pendant la dernière période de déclaration de l'année civile doit être payée avant l'expiration de cette année.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C – 2021/20715]

29 MAART 2021. — Koninklijk besluit tot wijziging van de koninklijke besluiten nrs. 1, 4, 24 en 41 met betrekking tot de belasting over de toegevoegde waarde en houdende ondersteuningsmaatregelen ten gevolge van de COVID-19-pandemie

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van koninklijk besluit waarvoor ik de eer heb om het ter ondertekening voor te leggen aan Uwe Majesteit, maakt deel uit van de maatregelen bestemd om ter hulp te komen aan de btw-belastingplichtigen in verband de COVID-19-pandemie.

HOOFDSTUK 1 - Afschaffing van de betaling van voorschotten

Artikel 53octies, § 1, vierde lid van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde delegeert aan de Koning de bevoegdheid om te bepalen dat de belasting verschuldigd voor de handelingen verricht tijdens het laatste aangiftetijdvak van het kalenderjaar moet worden voldaan voor het verstrijken van dat jaar.

Par le présent arrêté royal, les dispositions de l'arrêté royal n°1 T.V.A. du 29 décembre 1992 en ce qui concerne les acomptes de décembre par des déclarants trimestriels (art.19, § 1^{er}) et par des déclarants mensuels (art. 19, § 2), sont abrogées.

Dans le formulaire de déclaration T.V.A., la case 91 avait été créée en vue de la déclaration des opérations effectuées ou bien durant la période du 1^{er} octobre au 20 décembre (déclarants trimestriels) ou bien durant la période du 1^{er} décembre au 20 décembre (déclarants mensuels). Les assujettis qui optaient pour le paiement de la T.V.A. réellement due pour la période de déclaration précédente (3^{ème} trimestre ou novembre) ne mentionnaient rien dans cette case. Vu que cette case 91 perd son utilité étant donné l'abrogation légale précitée, le formulaire de déclaration T.V.A. (Annexe I de l'AR n°1) est adapté et par conséquent aussi la description des grilles (Annexe II de l'AR n°1).

Du fait de l'abrogation de l'obligation de payer des acomptes, les dispositions relatives à la manière dont ceux-ci doivent être payés ainsi que l'exigibilité d'une amende équivalente à l'intérêt de retard du fait du non-paiement des acomptes mensuels ou de décembre perdent naturellement leur raison d'être et sont également abrogées.

CHAPITRE 2 - Montants minima de remboursement

Lorsque les données de la déclaration périodique T.V.A. visée à l'article 53, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, du Code de la taxe sur la valeur ajoutée font apparaître comme résultat final une somme due par l'Etat (un crédit T.V.A.), cette somme est en principe reportée sur la période de déclaration suivante.

Sur demande expresse de l'assujetti, cette somme est toutefois restituable.

L'arrêté royal n° 4 du 29 décembre 1969 relatif aux restitutions en matière de taxe sur la valeur ajoutée (ci-après : l'arrêté royal n° 4) détermine notamment la manière dont cette demande doit être faite, la période à laquelle elle peut se rapporter ainsi que le montant minimum que le crédit doit atteindre pour être restituable.

Ces montants minima sont actuellement fixés à :

- 245 euros si la restitution est demandée dans la déclaration périodique relative à la dernière période de déclaration de l'année civile (l'article 81, § 2, 1^o, de l'arrêté royal n° 4) ;

- 615 euros si la restitution est demandée dans la déclaration périodique relative à chacun des trois premiers trimestres civils par un déposant trimestriel (l'article 81, § 2, 2^o, de l'arrêté royal n° 4) ;

- 1.485 euros si la restitution est demandée dans la dernière déclaration périodique mensuelle d'un trimestre civil par un déposant mensuel (l'article 81, § 2, 2^o, de l'arrêté royal n° 4) ;

- 245 euros si la restitution est demandée dans la déclaration périodique mensuelle pour un déposant mensuel qui dispose d'une autorisation pour les restitutions mensuelles (l'article 81, § 2, 3^o, de l'arrêté royal n° 4) ;

- 245 euros si la restitution est demandée dans la déclaration périodique mensuelle comprise dans les vingt-quatre mois qui suivent la date de début de l'activité économique d'un l'assujetti-"starter" (l'article 81, § 2, 4^o, de l'arrêté royal n° 4).

La crise corona persistante et les fermetures temporaires obligatoires qui en découlent dans plusieurs secteurs économiques ont déjà entraîné de graves conséquences économiques pour ces entreprises.

L'une des principales préoccupations des entreprises est le manque de liquidités causé par la réduction du chiffre d'affaires résultant de cette crise.

Pour soutenir la liquidité des entreprises, cet arrêté royal réduit les montants minima susmentionnés aux niveaux qui sont appliqués dans l'arrêté royal n° 56 du 9 décembre 2009 relatif aux remboursements en matière de taxe sur la valeur ajoutée en faveur des assujettis établis dans un Etat membre autre que l'Etat membre de remboursement.

L'article 7 de ce projet réduit ainsi les montants minima mentionnés dans l'article 81 de l'arrêté royal n° 4 à :

- 50 euros si la restitution est demandée dans la déclaration périodique relative à la dernière période de déclaration de l'année civile ;

Bij dit koninklijk besluit worden de bepalingen van het btw KB nr. 1 van 29 december 1992 inzake de decembervoorschotten door kwartaal-aangevers (art. 19, § 1) en door maandaangevers (art. 19, § 2) opgeheven.

In het btw-aangifteformulier werd het vak 91 gecreëerd met het oog op het aangeven van de handelingen verricht in ofwel de periode 1 oktober - 20 december (kwartaalaangevers) ofwel de periode 1 december - 20 december (maandaangevers). Belastingplichtigen die opteerden voor het voldoen van de werkelijk verschuldigde btw van de voorgaande aangifteperiode (3de kwartaal of november) vermeldten niets in dit vak. Aangezien dit vak 91 zijn nut verliest, gezien de bovenvermelde wettelijke opheffing, wordt het aangifteformulier inzake btw (bijlage 1, KB nr. 1) aangepast, en bijgevolg ook de omschrijving van de roosters (bijlage II, KB nr. 1).

Door de afschaffing van de verplichting om voorschotten te betalen, verliezen uiteraard de bepalingen inzake de wijze waarop deze betaald moet worden alsook de verschuldigheid van een boete gelijk aan de nalatigheidsinterest wegens niet-betaling van de maand- en/of decembervoorschotten hun werking en worden eveneens opgeheven.

HOOFDSTUK 2 - Minimumbedragen voor teruggaaf

Wanneer volgens de gegevens van de periodieke btw-aangifte bedoeld in artikel 53, § 1, eerste lid, 2^o, van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde het eindresultaat een door de Staat verschuldigd bedrag is (een btw-tegoed), wordt dat bedrag in principe naar het volgende aangiftetijdvak overgedragen.

Op uitdrukkelijk verzoek van de belastingplichtige is dat bedrag evenwel vatbaar voor teruggaaf.

Het koninklijk besluit nr. 4 van 29 december 1969 met betrekking tot de teruggaven inzake belasting over de toegevoegde waarde (hierna: het koninklijk besluit nr. 4) bepaalt onder andere de wijze waarop deze aanvraag moet gebeuren, de periode waarop de aanvraag betrekking kan hebben en ook het minimumbedrag dat het btw-tegoed moet bereiken om voor teruggaaf vatbaar te zijn.

Die minimumbedragen zijn op dit moment vastgelegd op:

- 245 euro indien om teruggaaf wordt verzocht in de periodieke aangifte die betrekking heeft op het laatste aangiftetijdvak van het kalenderjaar (artikel 81, § 2, 1^o, van het koninklijk besluit nr. 4);

- 615 euro indien om teruggaaf wordt verzocht in de periodieke aangifte met betrekking tot elk van de eerste drie kalenderkwartalen door een kwartaalaangever (artikel 81, § 2, 2^o, van het koninklijk besluit nr. 4);

- 1.485 euro indien om teruggaaf wordt verzocht in de laatste periodieke maandaangifte van een kalenderkwartaal door een maandaangever (artikel 81, § 2, 2^o, van het koninklijk besluit nr. 4);

- 245 euro indien om teruggaaf wordt verzocht in de periodieke maandaangifte door een maandaangever die over een vergunning beschikt voor maandelijkse teruggaven (artikel 81, § 2, 3^o, van het koninklijk besluit nr. 4);

- 245 euro indien om teruggaaf wordt verzocht in de periodieke maandaangifte die valt binnen de vierentwintig maanden van de datum van aanvang van de economische activiteit door een maandaangever-"starter" (artikel 81, § 2, 4^o, van het koninklijk besluit nr. 4).

De aanhoudende coronacrisis en de verplichte tijdelijke sluitingen van verschillende economische sectoren als gevolg daarvan, hebben reeds geleid tot ernstige economische gevolgen voor die bedrijven.

Eén van de voornaamste bezorgdheden van de bedrijven is het gebrek aan liquiditeit dat veroorzaakt wordt door de verminderde omzet ten gevolge van deze crisis.

Om de liquiditeit van de ondernemingen te ondersteunen, verlaagt dit koninklijk besluit de voormelde minimumbedragen tot het niveau dat wordt gehanteerd in het koninklijk besluit nr. 56 van 9 december 2009 met betrekking tot de teruggaaf inzake belasting over de toegevoegde waarde aan belastingplichtigen gevestigd in een andere lidstaat dan de lidstaat van teruggaaf.

Artikel 7 van dit ontwerp verlaagt daartoe de minimumbedragen opgenomen in artikel 81 van het koninklijk besluit nr. 4 naar:

- 50 euro indien om teruggaaf wordt verzocht in de periodieke aangifte die betrekking heeft op het laatste aangiftetijdvak van het kalenderjaar;

- 400 euros si la restitution est demandée dans la déclaration périodique relative à chacun des trois premiers trimestres civils par un déposant trimestriel ;

- 400 euros si la restitution est demandée dans la dernière déclaration périodique mensuelle d'un trimestre civil par un déposant mensuel ;

- 50 euros si la restitution est demandée dans la déclaration périodique mensuelle pour un déposant mensuel qui dispose d'une autorisation pour les restitutions mensuelles ;

- 50 euros si la restitution est demandée dans la déclaration périodique mensuelle comprise dans les vingt-quatre mois qui suivent la date de début de l'activité économique de l'assujetti-starter.

Afin que les assujettis concernés puissent bénéficier le plus rapidement possible des seuils réduits de restitution, et encore pour le premier trimestre civil de 2021, l'article 8 de cet arrêté royal stipule que ces modifications entreront en vigueur le 1^{er} avril 2021. En conséquence, les assujettis pourront déjà demander dans leur déclaration périodique relative au premier trimestre 2021 ou dans la déclaration périodique relative au dernier mois du trimestre, la restitution de leurs crédits T.V.A. qui sont inférieurs au seuil actuel mais supérieurs au nouveau seuil.

Pour que la restitution de tels crédits T.V.A. puissent être effectivement demandée par les assujettis concernés, il est essentiel qu'ils sachent, au moment où ils déposent leur déclaration périodique, qu'ils pourront désormais récupérer ce crédit T.V.A. et qu'ils remplissent les formalités nécessaires à cet effet. Conformément à l'article 81, § 4, de l'arrêté royal n° 4, une mention expresse doit en effet être apposée dans la déclaration concernée. Afin que les assujettis soient informés en temps utile de cette mesure, le SPF Finances mettra en place une campagne d'information en temps voulu.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,
Le Ministre des Finances,
V. VAN PETEGHEM

29 MARS 2021. — Arrêté royal modifiant les arrêtés royaux nos 1, 4, 24 et 41 relatifs à la taxe sur la valeur ajoutée et portant des mesures de soutien en raison de la pandémie du COVID-19

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code de la taxe sur la valeur ajoutée, les articles 53*octies*, § 1^{er}, alinéa 4, remplacé par la loi du 17 décembre 2012, et 76, § 1^{er}, remplacé par la loi du 26 novembre 2009 et modifié par la loi du 25 avril 2014 ;

Vu l'arrêté royal n° 1, du 29 décembre 1992, relatif aux mesures tendant à assurer le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée ;

Vu l'arrêté royal n° 4, du 29 décembre 1969, relatif aux restitutions en matière de taxe sur la valeur ajoutée ;

Vu l'arrêté royal n° 24, du 29 décembre 1992, relatif au paiement de la taxe sur la valeur ajoutée ;

Vu l'arrêté royal n° 41, du 30 janvier 1987, fixant le montant des amendes fiscales proportionnelles en matière de taxe sur la valeur ajoutée ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 23 février 2021 ;

Vu l'accord de la Secrétaire d'État au Budget, donné le 26 février 2021 ;

Vu l'avis n° 68.937/3 du Conseil d'État, donné le 25 mars 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

- 400 euro indien om teruggaaf wordt verzocht in de periodieke aangifte met betrekking tot elk van de eerste drie kalenderkwartalen door een kwartaalaangever;

- 400 euro indien om teruggaaf wordt verzocht in de laatste periodieke maandaangifte van een kalenderkwartaal door een maandaangever;

- 50 euro indien om teruggaaf wordt verzocht in de periodieke maandaangifte door een maandaangever die over een vergunning beschikt voor maandelijks teruggaven;

- 50 euro indien om teruggaaf wordt verzocht in de periodieke maandaangifte die valt binnen de vierentwintig maanden van de datum van aanvang van economische activiteit door de maandaangever-starter.

Opdat de betrokken belastingplichtigen zo spoedig mogelijk en nog voor het eerste kalenderkwartaal van 2021 kunnen genieten van de verlaagde teruggavedrempels, bepaalt artikel 8 van dit koninklijk besluit dat deze wijzigingen op 1 april 2021 in werking zullen treden. Ten gevolge daarvan zullen belastingplichtigen al in hun periodieke aangifte met betrekking tot het eerste kwartaal van 2021 of in de periodieke aangifte met betrekking tot de laatste maand van dat kwartaal, btw-tegoeden kunnen terugvragen die onder de huidige drempel maar boven de nieuwe drempel liggen.

Opdat de teruggaaf van dergelijke btw-tegoeden door de betrokken belastingplichtigen effectief zou kunnen worden aangevraagd, is het essentieel dat zij op het moment van de indiening van de periodieke aangifte weten dat zij dat btw-tegoed voortaan kunnen terugvragen en daartoe de nodige formaliteiten vervullen. Overeenkomstig artikel 81, § 4, van het koninklijk besluit nr. 4 moet daartoe immers met name een uitdrukkelijke vermelding worden aangebracht in de betrokken aangifte. Om ervoor te zorgen dat de belastingplichtigen tijdig van deze maatregel op de hoogte zouden zijn, zal door de FOD Financiën tijdig een informatiecampagne worden opgezet.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,
De Minister van Financiën,
V. VAN PETEGHEM

29 MAART 2021. — Koninklijk besluit tot wijziging van de koninklijke besluiten nrs. 1, 4, 24 en 41 met betrekking tot de belasting over de toegevoegde waarde en houdende ondersteuningsmaatregelen ten gevolge van de COVID-19-pandemie

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde, de artikelen 53*octies*, § 1, vierde lid, vervangen bij de wet van 17 december 2012, en 76, § 1, vervangen bij de wet van 26 november 2009 en gewijzigd bij de wet van 25 april 2014;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 1 van 29 december 1992 met betrekking tot de regeling voor de voldoening van de belasting over de toegevoegde waarde;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 4 van 29 december 1969 met betrekking tot de teruggaven inzake belasting over de toegevoegde waarde;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 24 van 29 december 1992 met betrekking tot de voldoening van de belasting over de toegevoegde waarde;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 41 van 30 januari 1987 tot vaststelling van het bedrag van de proportionele fiscale geldboeten op het stuk van de belasting over de toegevoegde waarde;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 23 februari 2021;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting, gegeven op 26 februari 2021;

Gelet op advies nr. 68.937/3 van de Raad van State, gegeven op 25 maart 2021, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Vu l'analyse d'impact de la réglementation réalisée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative ;

Sur la proposition du Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1^{er}. — *Suppression de versement d'acomptes*

Article 1^{er}. L'article 19 de l'arrêté royal n° 1, du 29 décembre 1992, relatif aux mesures tendant à assurer le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée, remplacé par l'arrêté royal du 16 février 2017, est abrogé.

Art. 2. Dans le même arrêté, l'annexe I, remplacée par l'arrêté royal du 16 février 2017, est remplacée par l'annexe I jointe au présent arrêté.

Art. 3. Dans le même arrêté, l'annexe II, remplacée par l'arrêté royal du 16 février 2017, est remplacée par l'annexe II jointe au présent arrêté.

Art. 4. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté royal n° 24, du 29 décembre 1992, relatif au paiement de la taxe sur la valeur ajoutée, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 7 novembre 2019, le 4° est abrogé.

Art. 5. Dans l'article 5, § 1^{er}, 2°, a) du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 17 mars 2019, les mots "à l'article 1^{er}, 1° à 3°" sont remplacés par les mots "à l'article 1^{er}".

Art. 6. Dans la section 1^{ère}, I du tableau G de l'annexe à l'arrêté royal n° 41, du 30 janvier 1987, fixant le montant des amendes fiscales proportionnelles en matière de taxe sur la valeur ajoutée, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 17 mars 2019, les modifications suivantes sont apportées :

- a) dans la phrase liminaire, les mots "ou des acomptes" sont abrogés ;
- b) dans le point 1^{er}, les mots "ou des acomptes" sont abrogés ;
- c) le point 2, B) est abrogé.

CHAPITRE 2. — *Montants minima de remboursement*

Art. 7. Dans l'article 81, § 2, alinéa 1^{er}, de l'arrêté n° 4, du 29 décembre 1969, relatif aux restitutions en matière de taxe sur la valeur ajoutée, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 29 août 2019, les modifications suivantes sont apportées :

- a) au 1°, les mots "245 EUR" sont remplacés par les mots "50 euros" ;
- b) au 2°, les mots "615 EUR ou 1.485 EUR" sont remplacés par les mots "400 euros" ;
- c) au 3°, dans la phrase liminaire, les mots "245 euros" sont remplacés par les mots "50 euros" ;
- d) au 4°, les mots "245 EUR" sont remplacés par les mots "50 euros".

Art. 8. L'article 7 entre en vigueur le 1^{er} avril 2021.

Art. 9. Le ministre qui a les Finances dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 mars 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
V. VAN PETEGHEM

Gelet op de regelgevingsimpactanalyse uitgevoerd overeenkomstig de artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;

Op de voordracht van de Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK 1. — *Afschaffing van de betaling van voorschotten*

Artikel 1. Artikel 19 van het koninklijk besluit nr. 1 van 29 december 1992 met betrekking tot de regeling voor de voldoening van de belasting over de toegevoegde waarde, vervangen bij het koninklijk besluit van 16 februari 2017, wordt opgeheven.

Art. 2. In hetzelfde besluit wordt de bijlage I, vervangen bij het koninklijk besluit van 16 februari 2017, vervangen door de bijlage I gevoegd bij dit besluit.

Art. 3. In hetzelfde besluit wordt de bijlage II, vervangen bij het koninklijk besluit van 16 februari 2017, vervangen door de bijlage II gevoegd bij dit besluit.

Art. 4. In artikel 1 van het koninklijk besluit nr. 24 van 29 december 1992 met betrekking tot de voldoening van de belasting over de toegevoegde waarde, laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 7 november 2019, wordt de bepaling onder 4° opgeheven.

Art. 5. In artikel 5, § 1, 2°, a) van hetzelfde besluit, laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 maart 2019 worden de woorden "in artikel 1, 1° tot 3°" vervangen door de woorden "in artikel 1".

Art. 6. In afdeling 1, I, van tabel G van de bijlage bij het koninklijk besluit nr. 41 van 30 januari 1987 tot vaststelling van het bedrag van de proportionele fiscale geldboeten op het stuk van de belasting over de toegevoegde waarde, laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 maart 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- a) in de inleidende zin worden de woorden "of van de voorschotten" opgeheven;
- b) in punt 1 worden de woorden "en voorschotten" opgeheven;
- c) punt 2, B) wordt opgeheven.

HOOFDSTUK 2. — *Minimumbedragen voor teruggaaf*

Art. 7. In artikel 81, § 2, eerste lid, van het koninklijk besluit nr. 4 van 29 december 1969 met betrekking tot de teruggaven inzake belasting over de toegevoegde waarde, laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 29 augustus 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- a) in de bepaling onder 1° worden de woorden "245 EUR" vervangen door de woorden "50 euro";
- b) in de bepaling onder 2°, worden de woorden "615 EUR of 1.485 EUR" vervangen door de woorden "400 euro";
- c) in de inleidende zin van de bepaling onder 3° worden de woorden "245 euro" vervangen door de woorden "50 euro";
- d) in de bepaling onder 4° worden de woorden "245 euro" vervangen door de woorden "50 euro".

Art. 8. Artikel 7 treedt in werking op 1 april 2021.

Art. 9. De minister bevoegd voor Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 29 maart 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
V. VAN PETEGHEM

Annexe I à l'arrêté royal du 29 mars 2021

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX		NOM ET ADRESSE DU DÉCLARANT		DÉCLARATION À LA TVA	
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX		Nom et adresse du déclarant		Période : Mois <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> Trimestre <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> Demande de restitution <input type="checkbox"/> (Case à cocher par une croix) Demande de formulaires de paiement <input type="checkbox"/> (Case à cocher par une croix)	
		<input type="text"/>			
		<input type="text"/>			
		<input type="text"/>			
		<input type="text"/>			
N° TVA du déclarant :		B E 0 <input type="text"/>			
		<input type="text"/>			
OPÉRATIONS À LA SORTIE		= A. Opérations soumises à un régime particulier		<input type="text"/>	00
		B. Opérations pour lesquelles la TVA est due par le déclarant :			
		- au taux de 6 p.c.		<input type="text"/>	01
		- au taux de 12 p.c.		<input type="text"/>	02
		- au taux de 21 p.c.		<input type="text"/>	03
		C. Services pour lesquelles la TVA étrangère est due par le cocontractant		<input type="text"/>	44
		D. Opérations pour lesquelles la TVA est due par le cocontractant		<input type="text"/>	45
		E. Livraisons intracommunautaires exemptées effectuées en Belgique et ventes ABC		<input type="text"/>	46
		F. Autres opérations exemptées et autres opérations effectuées à l'étranger		<input type="text"/>	47
		G. Montant des notes de crédit délivrées et des corrections négatives :			
- relatif aux opérations inscrites en grilles 44 et 46		<input type="text"/>	48		
- relatif aux autres opérations du cadre II		<input type="text"/>	49		
OPÉRATIONS À L'ENTRÉE		III A. Montant des opérations à l'entrée compte tenu des notes de crédit reçues et autres corrections :			
		- marchandises, matières premières et matières auxiliaires		<input type="text"/>	81
		- services et biens divers		<input type="text"/>	82
		- biens d'investissement		<input type="text"/>	83
		B. Montant des notes de crédit reçues et des corrections négatives :			
		- relatif aux opérations inscrites en grilles 86 et 88		<input type="text"/>	84
		- relatif aux autres opérations du cadre III		<input type="text"/>	85
		C. Acquisitions intracommunautaires effectuées en Belgique et ventes ABC		<input type="text"/>	86
D. Autres opérations à l'entrée pour lesquelles la TVA est due par le déclarant		<input type="text"/>	87		
E. Services intracommunautaires avec report de perception		<input type="text"/>	88		
- R/V					

Annexe II à l'arrêté royal du 29 mars 2021

DESCRIPTION DES GRILLES**Cadre I : RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

Les informations suivantes doivent être communiquées :

- **le nom ou la dénomination, l'adresse et le numéro d'identification à la T.V.A. du déclarant ;**
- **la période de déclaration** (selon le cas : mois/année, trimestre/année) ;
- **demande de restitution** : marquer la case d'une croix pour demander la restitution de la somme due par l'Etat après le dépôt de la déclaration (v. arrêté royal n° 4 du 29 décembre 1969 relatif aux restitutions en matière de taxe sur la valeur ajoutée, article 8, § 2) ;
- **demande de formules de paiement** : marquer la case d'une croix pour commander des formules de paiement.

Cadre II : OPÉRATIONS À LA SORTIE**A. Opérations soumises à un régime particulier**

- Grille [00] :** - montant des opérations localisées en Belgique et soumises à un régime particulier qui, en principe, dispense le déclarant ainsi que son cocontractant d'assurer le paiement de la taxe ;
- montant des opérations localisées en Belgique et réalisées entre deux membres d'une même unité T.V.A. au sens de l'article 4, § 2, du Code de la T.V.A. (y compris celles qui seraient exemptées de T.V.A. en vertu de l'article 44 du Code de la T.V.A. si elles étaient effectuées en dehors de l'unité T.V.A.) ;
 - montant des opérations effectuées par des assujettis mixtes ou partiels localisées en Belgique, qui sont exemptées en vertu de l'article 44 du Code de la T.V.A. et qui n'ouvrent pas de droit à déduction de la taxe en amont ;
 - montant des opérations effectuées par des assujettis mixtes ou partiels localisées dans un autre Etat membre de l'Union européenne, exemptées ou non de la taxe dans cet Etat membre, qui n'ouvrent pas de droit à déduction de la taxe belge en amont et qui ne sont pas des prestations de services à reprendre en grille [44] ;
 - montant des opérations effectuées par des assujettis mixtes ou partiels localisées dans un pays tiers et qui n'ouvrent pas de droit à déduction de la taxe belge en amont.

B. Opérations pour lesquelles la T.V.A. est due par le déclarant

Grilles [01], [02] et [03] : base d'imposition des opérations localisées en Belgique pour lesquelles la taxe est due par le déclarant en vertu de l'article 51, § 1^{er}, 1^o, du Code de la T.V.A.

Grille [01] : opérations soumises au taux de 6 p.c.

Grille [02] : opérations soumises au taux de 12 p.c.

Grille [03] : opérations soumises au taux de 21 p.c.

C. Services pour lesquels la T.V.A. étrangère est due par le cocontractant

Grille [44] : base d'imposition des prestations de services localisées dans un autre Etat membre en vertu du critère général du lieu du preneur de services, pour lesquelles la taxe est due par le cocontractant du déclarant en vertu de l'article 196 de la directive 2006/112/CE du Conseil du 28 novembre 2006 relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée, et lorsque ces prestations ne sont pas exemptées dans cet Etat membre.

D. Opérations pour lesquelles la T.V.A. est due par le cocontractant

Grille [45] : base d'imposition des opérations localisées en Belgique pour lesquelles la taxe est due par le cocontractant du déclarant en vertu :

- de l'article 51, § 2, du Code de la T.V.A. ;
- des articles 20, 20*bis* et 20*ter* de l'arrêté royal n° 1 du 29 décembre 1992 relatif aux mesures tendant à assurer le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée ;
- d'une autorisation administrative générale ou particulière.

E. Livraisons intracommunautaires exemptées effectuées en Belgique et ventes ABC

Grille [46] : base d'imposition :

- des livraisons de biens localisées en Belgique et exemptées de la taxe en vertu de l'article 39*bis* du Code de la T.V.A. ;
- des livraisons de biens visées à l'article 25*quinquies*, § 3, dernier alinéa, du Code de la T.V.A., réalisées dans l'Etat membre d'arrivée de l'expédition ou du transport des biens.

F. Autres opérations exemptées et autres opérations effectuées à l'étranger

Grille [47] : base d'imposition :

- des opérations localisées en Belgique et exemptées de la taxe en vertu des articles 39 à 42 et 44*bis* du Code de la T.V.A., à l'exception de l'article 39*bis* du Code de la T.V.A. ;
- des opérations localisées en Belgique et exemptées de la taxe en vertu de l'article 44 du Code de la T.V.A. lorsqu'elles ouvrent, dans le chef du déclarant, un droit à déduction de la taxe conformément à l'article 45, § 1^{er}, 4^o et 5^o, du Code de la T.V.A. ;
- des opérations réalisées à l'étranger qui ouvrent un droit à déduction de la taxe en amont en Belgique autres que les prestations de services à inscrire en grille [44].

G. Montant des notes de crédit délivrées et des corrections négatives

Grille [48] : montant des notes de crédit délivrées et des autres corrections négatives relatives aux opérations inscrites en grilles [44] et [46].

Grille [49] : montant (T.V.A. non comprise) des notes de crédit délivrées et des autres corrections négatives relatives aux autres opérations du cadre II.

Cadre III : OPÉRATIONS À L'ENTRÉE**A. Montant des opérations à l'entrée, y compris les achats réalisés pour effectuer des opérations exemptées en vertu de l'article 44 du Code de la T.V.A. et qui n'ouvrent pas de droit à déduction et les achats réalisés par les membres de l'unité T.V.A. au sens de l'article 4, § 2, du Code de la T.V.A., auprès d'autres membres de la même unité T.V.A., compte tenu des notes de crédit reçues et autres corrections**

Grille [81] : montant (T.V.A. déductible non comprise) des achats de marchandises, matières premières et matières auxiliaires.

Grille [82] : montant (T.V.A. déductible non comprise) des achats de biens ou services divers.

Grille [83] : montant (T.V.A. déductible non comprise) des achats de biens d'investissement.

B. Montant des notes de crédit reçues et des corrections négatives

Grille [84] : montant des notes de crédit reçues et des autres corrections négatives relatives aux opérations inscrites en grilles [86] et [88].

Grille [85] : montant (T.V.A non comprise) des notes de crédit reçues et des autres corrections négatives relatives aux autres opérations du cadre III.

C. Acquisitions intracommunautaires effectuées en Belgique et ventes ABC

Grille [86] : base d'imposition :

- des acquisitions intracommunautaires de biens pour lesquelles la taxe est due par le déclarant en vertu de l'article 51, § 1^{er}, 2^o, du Code de la T.V.A. ;
- des acquisitions intracommunautaires de biens effectuées dans les conditions de l'article 25quinquies, § 3, dernier alinéa, du Code de la T.V.A. ;
- des livraisons de biens visées à l'article 25ter, § 1^{er}, alinéa 2, 3^o, du Code de la T.V.A., pour lesquelles la taxe est due par le déclarant en vertu de l'article 51, § 2, alinéa 1^{er}, 2^o, du Code de la T.V.A.

D. Autres opérations à l'entrée pour lesquelles la T.V.A. est due par le déclarant

Grille [87] : base d'imposition des autres opérations à l'entrée localisées en Belgique pour lesquelles la taxe est due par le déclarant en vertu :

- de l'article 51, § 2, alinéa 1^{er}, 1^o, 5^o et 6^o, du Code de la T.V.A., à l'exception des prestations de services intracommunautaires reprises en grille [88] ;
- des articles 20, 20bis et 20ter de l'arrêté royal n° 1 du 29 décembre 1992 relatif aux mesures tendant à assurer le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée ;
- de l'article 5, § 3, de l'arrêté royal n° 7 du 29 décembre 1992 relatif aux importations de biens pour l'application de la taxe sur la valeur ajoutée ;

- de l'article 5, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal n° 22 du 15 septembre 1970 relatif au régime particulier applicable aux exploitants agricoles en matière de taxe sur la valeur ajoutée ;
- de l'article 5, § 1^{er}, 1°, de l'arrêté royal n° 31 du 2 avril 2002 relatif aux modalités d'application de la taxe sur la valeur ajoutée, en ce qui concerne les opérations effectuées par les assujettis qui ne sont pas établis en Belgique ;
- d'une autorisation administrative générale ou particulière.

E. Services intracommunautaires avec report de perception

Grille [88] : base d'imposition des prestations de services intracommunautaires à l'entrée localisées en Belgique pour lesquelles la taxe est due par le déclarant en vertu de l'article 51, § 2, alinéa 1^{er}, 1°, du Code de la T.V.A.

Cadre IV : TAXES DUES

A. T.V.A. relative aux opérations déclarées en grilles [01], [02], [03], [86], [87] et [88]

Grille [54] : montant de la taxe due sur les opérations inscrites dans les grilles [01], [02] et [03].

Grille [55] : montant de la taxe due sur les opérations inscrites dans les grilles [86] et [88].

Grille [56] : montant de la taxe due sur les opérations inscrites dans la grille [87], à l'exclusion des opérations pour lesquelles la taxe est inscrite dans la grille [57].

B. T.V.A. relative aux importations avec report de perception

Grille [57] : montant de la taxe due sur les importations en provenance de pays non membres de l'Union européenne, avec report de perception à l'intérieur du pays (v. article 5, § 3, de l'arrêté royal n°7 précité).

C. Diverses régularisations T.V.A. en faveur de l'Etat

Grille [61] : régularisations de T.V.A. diverses en faveur de l'Etat (insuffisances de taxation constatées par le déclarant, révisions des déductions, régularisations résultant de décisions administratives).

D. T.V.A. à reverser mentionnée sur les notes de crédit reçues

Grille [63] : montant de la taxe à reverser suite aux notes de crédit reçues sur lesquelles une taxe a été mentionnée.

Grille de réserve

Grille [65] : à ne pas compléter.

Total des taxes dues

Grille [XX] : total des grilles [54] + [55] + [56] + [57] + [61] + [63].

Cadre V : TAXES DÉDUCTIBLES**A. T.V.A. déductible**

Grille [59] : montant de la taxe déductible conformément à l'article 45 du Code de la T.V.A. et à l'arrêté royal n° 3 du 10 décembre 1969 relatif aux déductions pour l'application de la taxe sur la valeur ajoutée.

B. Diverses régularisations T.V.A. en faveur du déclarant

Grille [62] : régularisations de T.V.A. diverses en faveur du déclarant (taxes dont le déclarant peut obtenir la restitution, révisions des déductions, régularisations résultant de décisions administratives).

C. T.V.A. à récupérer mentionnée sur les notes de crédit délivrées

Grille [64] : montant de la taxe à récupérer suite aux notes de crédit délivrées sur lesquelles une taxe a été mentionnée.

Grille de réserve

Grille [66] : à ne pas compléter.

Total des taxes déductibles

Grille [YY] : total des grilles [59] + [62] + [64].

Cadre VI : SOLDE

Grille [71] : montant de la taxe due à l'Etat : grille [XX] - grille [YY].

Grille [72] : montant des sommes dues par l'Etat : grille [YY] - grille [XX].

Une seule des deux grilles peut être remplie.

Cadre VII : GRILLE DE RÉSERVE

Grille [91] : à ne pas compléter.

Cadre VIII: LISTING CLIENTS "NÉANT"

A ne compléter que dans la déclaration relative à la dernière période de l'année. En cas de cessation d'activité, à compléter dans la déclaration relative à la dernière période d'activité. Marquer la case d'une croix si le déclarant n'a pas de clients à reprendre dans la liste annuelle des clients assujettis relative à l'année à laquelle se rapporte la déclaration.

Cadre IX: DATE ET SIGNATURE(S)

Dater et signer la déclaration.

Si le(s) signataire(s) est un (sont des) mandataire(s) ou si le déclarant est une personne morale, il y a lieu d'indiquer le nom et la qualité du (des) signataire(s).

Quelle que soit la situation envisagée, le numéro de téléphone du (des) signataire(s) doit être mentionné.

Vu pour être annexé à notre arrêté du 29 mars 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
V. VAN PETEGHEM

Bijlage I bij het koninklijk besluit van 29 maart 2021

I	Naam en adres aangever	BTW-AANGIFTE		
ALGEMENE INLICHTINGEN	<input type="text"/>	Periode :		
	<input type="text"/>	Maand <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>		
	<input type="text"/>	Kwartaal <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>		
	<input type="text"/>	Aanvraag om terugbetaling <input type="checkbox"/>		
	<input type="text"/>	(Vak aankruisen)		
	Btw-nr. aangever :	Aanvraag van betaalformulieren <input type="checkbox"/>		
	<input type="text"/>	(Vak aankruisen)		
II	A. Handelingen onderworpen aan een bijzondere regeling	<input type="text"/>	<input type="text"/>	00
	B. Handelingen waarvoor de btw verschuldigd is door de aangever :			
	- aan het tarief van 6 pct.	<input type="text"/>	<input type="text"/>	01
	- aan het tarief van 12 pct.	<input type="text"/>	<input type="text"/>	02
	- aan het tarief van 21 pct.	<input type="text"/>	<input type="text"/>	03
	C. Diensten waarvoor de buitenlandse btw verschuldigd is door de medecontractant	<input type="text"/>	<input type="text"/>	44
	D. Handelingen waarvoor de btw verschuldigd is door de medecontractant	<input type="text"/>	<input type="text"/>	45
	E. Vrijgestelde intracommunautaire leveringen verricht in België en ABC-verkopen	<input type="text"/>	<input type="text"/>	46
	F. Andere vrijgestelde handelingen en andere handelingen verricht in het buitenland	<input type="text"/>	<input type="text"/>	47
	G. Bedrag van de uitgereikte creditnota's en de negatieve verbeteringen :			
- met betrekking tot de handelingen ingeschreven in de roosters 44 en 46	<input type="text"/>	<input type="text"/>	48	
- met betrekking tot de andere handelingen van kader II	<input type="text"/>	<input type="text"/>	49	
III	A. Bedrag van de inkomende handelingen rekening houdend met de ontvangen creditnota's en de andere verbeteringen :			
	- handelsgoederen, grond- en hulpstoffen	<input type="text"/>	<input type="text"/>	81
	- diensten en diverse goederen	<input type="text"/>	<input type="text"/>	82
	- bedrijfsmiddelen	<input type="text"/>	<input type="text"/>	83
	B. Bedrag van de ontvangen creditnota's en de negatieve verbeteringen :			
	- met betrekking tot de handelingen ingeschreven in de roosters 86 en 88	<input type="text"/>	<input type="text"/>	84
	- met betrekking tot de andere handelingen van kader III	<input type="text"/>	<input type="text"/>	85
	C. Intracommunautaire verwervingen verricht in België en ABC-verkopen	<input type="text"/>	<input type="text"/>	86
	D. Andere inkomende handelingen waarvoor de btw verschuldigd door de aangever	<input type="text"/>	<input type="text"/>	87
	E. Intracommunautaire diensten met verlegging van heffing	<input type="text"/>	<input type="text"/>	88
1				
R/V				

Bijlage II bij het koninklijk besluit van 29 maart 2021

OMSCHRIJVING VAN DE ROOSTERS

Kader I : ALGEMENE INLICHTINGEN

Volgende inlichtingen dienen te worden verstrekt :

- **de naam of benaming, het adres en het BTW-identificatienummer van de aangever;**
- **het aangiftetijdvak** (naargelang van het geval : maand/jaar, kwartaal/jaar);
- **aanvraag om terugbetaling** : plaats een kruis in het vak om terugbetaling te vragen van het bedrag verschuldigd door de Staat na het indienen van de aangifte (z. koninklijk besluit nr. 4 van 29 december 1969 met betrekking tot de teruggaven inzake belasting over de toegevoegde waarde, artikel 8, § 2);
- **aanvraag van betaalformulieren** : plaats een kruis in het vak om betaalformulieren te bestellen.

Kader II : UITGAANDE HANDELINGEN

A. Handelingen onderworpen aan een bijzondere regeling

- Rooster [00]** : - bedrag van de handelingen verricht in België en onderworpen aan een bijzondere regeling die, in principe, zowel de aangever als zijn medecontractant vrijstelt van de betaling van de belasting;
- bedrag van de handelingen verricht in België tussen twee leden van eenzelfde BTW-eenheid in de zin van artikel 4, § 2, van het BTW-Wetboek (met inbegrip van de handelingen die overeenkomstig artikel 44 van het BTW-Wetboek van de BTW zouden zijn vrijgesteld als zij buiten de BTW-eenheid waren verricht);
 - bedrag van de handelingen verricht in België door gemengde of gedeeltelijke belastingplichtigen die overeenkomstig artikel 44 van het BTW-Wetboek zijn vrijgesteld en die geen recht op aftrek van de voorbelasting verlenen;
 - bedrag van de handelingen verricht in een andere lidstaat van de Europese Unie door gemengde of gedeeltelijke belastingplichtigen die al dan niet in deze lidstaat van de belasting zijn vrijgesteld, geen recht op aftrek van de voorbelasting in België verlenen en geen diensten zijn die in rooster [44] worden opgenomen;
 - bedrag van de handelingen verricht in een derde land door gemengde of gedeeltelijke belastingplichtigen en die geen recht op aftrek van de voorbelasting in België verlenen.

B. Handelingen waarvoor de BTW verschuldigd is door de aangever

Roosters [01], [02] en [03] : maatstaf van heffing van de handelingen verricht in België waarvoor de belasting verschuldigd is door de aangever overeenkomstig artikel 51, § 1, 1°, van het BTW-Wetboek.

Rooster [01] : handelingen onderworpen aan het tarief van 6 pct.

Rooster [02] : handelingen onderworpen aan het tarief van 12 pct.

Rooster [03] : handelingen onderworpen aan het tarief van 21 pct.

C. Diensten waarvoor de buitenlandse BTW verschuldigd is door de medecontractant

Rooster [44] : maatstaf van heffing van de diensten die overeenkomstig de algemene regel van de plaats van de ontvanger van de dienst, plaatsvinden in een andere lidstaat waarvoor de belasting verschuldigd is door de medecontractant van de aangever overeenkomstig artikel 196 van de richtlijn 2006/112/EG van de Raad van 28 november 2006 betreffende het gemeenschappelijke stelsel van belasting over de toegevoegde waarde, wanneer deze diensten niet zijn vrijgesteld in deze lidstaat.

D. Handelingen waarvoor de BTW verschuldigd is door de medecontractant

Rooster [45] : maatstaf van heffing van de handelingen verricht in België waarvoor de belasting verschuldigd is door de medecontractant van de aangever overeenkomstig :

- artikel 51, § 2, van het BTW-Wetboek;
- de artikelen 20, 20*bis* en 20*ter* van het koninklijk besluit nr. 1 van 29 december 1992 met betrekking tot de regeling voor de voldoening van de belasting over de toegevoegde waarde;
- een algemene of bijzondere administratieve vergunning.

E. Vrijgestelde intracommunautaire leveringen verricht in België en ABC-verkopen

Rooster [46] : maatstaf van heffing :

- van de leveringen van goederen verricht in België en vrijgesteld van de belasting overeenkomstig artikel 39*bis* van het BTW-Wetboek;
- van de leveringen van goederen, bedoeld in artikel 25*quinquies*, § 3, laatste lid, van het BTW-Wetboek, verricht in de lidstaat van aankomst van de verzending of van het vervoer van de goederen.

F. Andere vrijgestelde handelingen en handelingen verricht in het buitenland

Rooster [47] : maatstaf van heffing :

- van de handelingen verricht in België en vrijgesteld van de belasting overeenkomstig de artikelen 39 tot 42 en 44*bis* van het BTW-Wetboek, met uitzondering van artikel 39*bis* van het BTW-Wetboek;
- van de handelingen verricht in België en vrijgesteld van de belasting overeenkomstig artikel 44 van het BTW-Wetboek waarvoor in hoofde van de aangever een recht op aftrek van de belasting bestaat overeenkomstig artikel 45, § 1, 4° en 5°, van het BTW-Wetboek;
- van de handelingen verricht in het buitenland die recht op aftrek van de voorbelasting in België verlenen, andere dan de diensten die worden ingeschreven in rooster [44].

G. Bedrag van de uitgereikte creditnota's en de negatieve verbeteringen

Rooster [48] : bedrag van de uitgereikte creditnota's en van de andere negatieve verbeteringen met betrekking tot de handelingen ingeschreven in de roosters [44] en [46].

Rooster [49] : bedrag (BTW niet inbegrepen) van de uitgereikte creditnota's en van de andere negatieve verbeteringen met betrekking tot de andere handelingen van kader II.

Kader III : INKOMENDE HANDELINGEN**A. Bedrag van de inkomende handelingen, met inbegrip van de aankopen voor het verrichten van handelingen vrijgesteld overeenkomstig artikel 44 van het BTW-Wetboek en die geen recht op aftrek verlenen en de aankopen verricht door de leden van de BTW-eenheid in de zin van artikel 4, § 2, van het BTW-Wetboek bij andere leden van dezelfde BTW-eenheid, rekening houdend met de ontvangen creditnota's en de andere verbeteringen**

Rooster [81] : bedrag (aftrekbare BTW niet inbegrepen) van de aankopen van handelsgoederen, grond- en hulpstoffen.

Rooster [82] : bedrag (aftrekbare BTW niet inbegrepen) van de aankopen van diverse goederen en diensten.

Rooster [83] : bedrag (aftrekbare BTW niet inbegrepen) van de aankopen van bedrijfsmiddelen.

B. Bedrag van de ontvangen creditnota's en de negatieve verbeteringen

Rooster [84] : bedrag van de ontvangen creditnota's en van de andere negatieve verbeteringen met betrekking tot de handelingen ingeschreven in de roosters [86] en [88].

Rooster [85] : bedrag (BTW niet inbegrepen) van de ontvangen creditnota's en van de andere negatieve verbeteringen met betrekking tot de andere handelingen van kader III.

C. Intracommunautaire verwervingen verricht in België en ABCverkoop

Rooster [86] : maatstaf van heffing :

- van de intracommunautaire verwervingen van goederen waarvoor de belasting verschuldigd is door de aangever overeenkomstig artikel 51, § 1, 2°, van het BTW-Wetboek;
- van de intracommunautaire verwervingen van goederen verricht onder de voorwaarden van artikel 25*quinquies*, § 3, laatste lid, van het BTW-Wetboek;
- van de leveringen van goederen bedoeld in artikel 25*ter*, § 1, tweede lid, 3°, van het BTW-Wetboek, waarvoor de belasting verschuldigd is door de aangever overeenkomstig artikel 51, § 2, eerste lid, 2°, van het BTW-Wetboek.

D. Andere inkomende handelingen waarvoor de BTW verschuldigd is door de aangever

Rooster [87] : maatstaf van heffing van de andere inkomende handelingen verricht in België waarvoor de belasting verschuldigd is door de aangever overeenkomstig :

- artikel 51, § 2, eerste lid, 1°, 5° en 6°, van het BTW-Wetboek, met uitzondering van de in rooster [88] ingeschreven intracommunautaire diensten;
- de artikelen 20, 20*bis* en 20*ter* van het koninklijk besluit nr. 1 van 29 december 1992 met betrekking tot de regeling voor de voldoening van de belasting over de toegevoegde waarde;
- artikel 5, § 3 van het koninklijk besluit nr. 7 van 29 december 1992 met betrekking tot de invoer van goederen voor de toepassing van de belasting over de toegevoegde waarde;
- artikel 5, eerste lid, van het koninklijk besluit nr. 22 van 15 september 1970 met betrekking tot de bijzondere regeling voor landbouwondernemers inzake belasting over de toegevoegde waarde;

- artikel 5, § 1, 1°, van het koninklijk besluit nr. 31 van 2 april 2002 met betrekking tot de toepassingsmodaliteiten van de belasting over de toegevoegde waarde ten aanzien van de handelingen verricht door niet in België gevestigde belastingplichtigen;
- een algemene of bijzondere administratieve vergunning.

E. Intracommunautaire diensten met verlegging van heffing

Rooster [88] : maatstaf van heffing van de inkomende intracommunautaire diensten die in België plaatsvinden waarvoor de belasting is verschuldigd door de aangever overeenkomstig artikel 51, § 2, eerste lid, 1°, van het BTW-Wetboek.

Kader IV : VERSCHULDIGDE BELASTING

A. BTW op de handelingen aangegeven in de roosters [01], [02], [03], [86], [87] en [88]

Rooster [54] : bedrag van de verschuldigde belasting op de handelingen vermeld in de roosters [01], [02] en [03].

Rooster [55] : bedrag van de verschuldigde belasting op de handelingen vermeld in de roosters [86] en [88].

Rooster [56] : bedrag van de verschuldigde belasting op de handelingen vermeld in rooster [87], met uitzondering van de handelingen waarvoor de belasting wordt vermeld in rooster [57].

B. BTW op invoeren met verlegging van heffing

Rooster [57] : bedrag van de verschuldigde belasting op invoeren uit niet-lidstaten van de Europese Unie, met verlegging van de heffing naar het binnenland (z. artikel 5, § 3, van het bovenvermeld koninklijk besluit nr. 7).

C. Diverse BTW-regularisaties in het voordeel van de Staat

Rooster [61] : diverse BTW-herzieningen in het voordeel van de Staat (ontoereikende heffingen vastgesteld door de aangever, herzieningen van de aftrek, regularisaties ingevolge administratieve beslissingen).

D. Terug te storten BTW vermeld op ontvangen creditnota's

Rooster [63] : bedrag van de terug te storten belasting ingevolge ontvangen creditnota's waarop BTW werd vermeld.

Reserverooster

Rooster [65] : niet in te vullen.

Totaal van de verschuldigde belasting

Rooster [XX] : totaal van de roosters [54] + [55] + [56] + [57] + [61] + [63].

Kader V : AFTREKBARE BELASTING**A. Aftrekbare BTW**

Rooster [59] : bedrag van de aftrekbare belasting overeenkomstig artikel 45 van het BTW-Wetboek en het koninklijk besluit nr. 3 van 10 december 1969 met betrekking tot de aftrekregeling voor de toepassing van de belasting over de toegevoegde waarde.

B. Diverse BTW-regularisaties in het voordeel van de aangever

Rooster [62] : diverse BTW-herzieningen in het voordeel van de aangever (belasting waarvan de aangever teruggave kan verkrijgen, herzieningen van de aftrek, regularisaties ingevolge administratieve beslissingen).

C. Te recupereren BTW vermeld op uitgereikte creditnota's

Rooster [64] : bedrag van de te recupereren belasting ingevolge uitgereikte creditnota's waarop BTW werd vermeld.

Reserverooster

Rooster [66] : niet in te vullen.

Totaal van de aftrekbare belasting

Rooster [YY] : totaal van de roosters [59] + [62] + [64].

Kader VI : SALDO

Rooster [71] : bedrag van de aan de Staat verschuldigde belasting :
Rooster [XX] – rooster [YY].

Rooster [72] : bedrag van de sommen verschuldigd door de Staat :
Rooster [YY] – rooster [XX].

Slechts één van de twee roosters kan worden ingevuld.

Kader VII : Reserverooster

Rooster [91] : niet in te vullen.

Kader VIII: "NIHIL" KLANTENLISTING

Slechts in te vullen in de aangifte met betrekking tot het laatste tijdvak van het jaar. Ingeval van stopzetting van de activiteit, in te vullen in de aangifte met betrekking tot het laatste tijdvak van de activiteit. Het vak aankruisen als de aangever geen klanten dient op te nemen in de jaarlijkse lijst van belastingplichtige afnemers van het jaar waarop de aangifte betrekking heeft.

Kader IX: Datum en handtekening(en)

Dateren en de aangifte ondertekenen.

Indien de ondertekenaar(s) optreedt(optreden) als gevolmachtigde of indien de belastingplichtige een rechtspersoon is, moeten de naam en de hoedanigheid van de ondertekenaar(s) vermeld worden.

Ongeacht het geval dient het telefoonnummer van de ondertekenaar(s) te worden vermeld.

Gezien om gevoegd te worden bij ons besluit van 29 maart 2021.

FILIP

Van Koningswege :
De Minister van Financiën,
V. VAN PETEGHEM

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C – 2021/20716]

29 MARS 2021. — Arrêté royal modifiant le tableau g, section première, rubrique i, de l'annexe à l'arrêté royal n° 41 du 30 janvier 1987 fixant le montant des amendes fiscales proportionnelles en matière de taxe sur la valeur ajoutée

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté royal soumis à la signature de Votre Majesté a pour but de modifier le tableau G, section première, rubrique I, 2. A) de l'arrêté royal n° 41 du 30 janvier 1987 fixant le montant des amendes fiscales proportionnelles en matière de taxe sur la valeur ajoutée.

Le taux de l'amende qui y est repris est temporairement réduit de 15 p.c. à 10 p.c.

Cette réduction du taux de l'amende est motivée par une harmonisation avec le taux de l'amende applicable en cas de défaut de paiement total ou partiel ou paiement tardif de la taxe dont l'exigibilité résulte de déclarations autres que celles visées à l'article 53, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2° du Code Tva (déclarations Tva périodiques mensuelles ou trimestrielles).

Plus précisément, il s'agit de l'harmonisation avec les amendes en cas de défaut de paiement total ou partiel ou paiement tardif visées aux rubriques suivantes du même tableau et de la même section de l'arrêté royal n° 41 :

- Rubrique Ibis (déclaration MOSS visée aux articles 58ter, § 5 et 58quater, § 5, du Code Tva) ;

- Rubrique II (en particulier la déclaration Tva visée à l'article 53ter, 1°, du Code Tva)

- Rubrique III, premier tiret (en particulier la déclaration Tva en matière d'acquisition intracommunautaire de nouveaux moyens de transport visée à l'article 53nonies, du Code Tva)

- Rubrique III, deuxième tiret (acquisition intracommunautaire de produits soumis à accises visés à l'article 58, § 1^{er} bis, du Code Tva)

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C – 2021/20716]

29 MAART 2021. — Koninklijk besluit tot wijziging van tabel g, eerste afdeling, rubriek i, van de bijlage bij het koninklijk besluit nr. 41 van 30 januari 1987, tot vaststelling van het bedrag van de proportionele fiscale geldboeten op het stuk van de belasting over de toegevoegde waarde

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van koninklijk besluit dat wij ter ondertekening aan Uwe Majesteit voorleggen, heeft tot doel tabel G, eerste afdeling, rubriek I, 2. A) van het koninklijk besluit nr. 41 van 30 januari 1987, tot vaststelling van het bedrag van de proportionele fiscale geldboeten op het stuk van de belasting over de toegevoegde waarde, te wijzigen.

Het aldaar opgenomen boetetarief wordt tijdelijk verminderd van 15 pct. naar 10 pct.

Deze vermindering van het boetetarief is ingegeven door een harmonisering met het boetetarief van toepassing bij gehele of gedeeltelijke niet-betaling of niet-tijdige betaling van de belasting waarvan de opeisbaarheid blijkt uit andere aangiften dan deze bedoeld in artikel 53, § 1, eerste lid, 2° van het Btw-Wetboek (periodieke btw-maand- of kwartaalaangiften).

Meer in het bijzonder wordt bedoeld de harmonisering met de boeten voor gehele of gedeeltelijke niet-betaling of niet-tijdige betaling bedoeld in volgende rubrieken van dezelfde tabel en afdeling van het koninklijk nr. 41:

- Rubriek Ibis (aangifte MOSS bedoeld in artikel 58ter, § 5 en artikel 58quater, § 5, van het Btw-Wetboek);

- Rubriek II (bijzondere btw-aangifte bedoeld in artikel 53ter, 1°, van het Btw-Wetboek)

- Rubriek III, eerste streepje (bijzondere btw-aangifte inzake de intracommunautaire verwerving van nieuwe vervoermiddelen als bedoeld in artikel 53nonies van het Btw-Wetboek)

- Rubriek III, tweede streepje (intracommunautair verwerving accijnsproducten als bedoeld in artikel 58, § 1bis, van het Btw-Wetboek)